

Unité inter-départementale.Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NIMERGIE SAS

kilomètre Delta
150 avenue Amédée Bolée
30900 Nîmes

Références : 2023-12-737
Code AIOT : 0006600637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2023 dans l'établissement NIMERGIE SAS implanté Rue de la chaufferie 30900 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NIMERGIE SAS
- Rue de la chaufferie 30900 Nîmes
- Code AIOT : 0006600637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette chaufferie produit de la chaleur pour un réseau de chauffage urbain pour des logements, des écoles ainsi que le Centre Hospitalier Universitaire Caremeau. Ce réseau est principalement chauffé via l'usine d'incinération EVOLIA, la chaufferie Nimergie vient en complément si nécessaire. Elle fonctionne principalement l'hiver mais aussi lors des arrêts d'Evolia.

La centrale de production de chaleur fonctionne au gaz naturel et en secours au fioul domestique (FOD). Elle est composée de :

- 1 chaudière mixte gaz / FOD de 11,4 MW
 - 1 chaudière au gaz de 14,4 MW
 - 1 chaudière mixte gaz / FOD de 22,7 MW
 - 1 chaudière au gaz de 14,5 MW
 - 1 moteur de cogénération au gaz naturel de 10,8 MW
- Soit une puissance thermique nominale de l'installation de 73,8 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection a porté sur le suivi des rejets atmosphériques du site et l'efficacité énergétique. Quelques points relatifs aux équipements sous pression et aux produits chimiques ont également été abordés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 4.7.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.7.5	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
3	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
4	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
5	Format FDS	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		18/12/2006, article 31.6	
6	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
7	tableau de nomenclature	Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4	Sans objet
8	Suivi des combustibles	AP Complémentaire du 03/01/2020, article 7	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.1	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.1	Sans objet
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.5.2.3	Sans objet
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.7.2	Sans objet
15	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le suivi des rejets atmosphériques du site et l'efficacité énergétique. Quelques points relatifs aux équipements sous pression et aux produits chimiques ont également été abordés.

L'exploitant fait réaliser de façon régulière le suivi de ses rejets atmosphériques et le contrôle de l'efficacité de ses chaudières par un organisme agréé. Les résultats obtenus sont conformes.

Il réalise également une surveillance en continu des NOx et du CO émis par les chaudières et le moteur de cogénération. Les résultats de cette surveillance en continu ne montrent que peu de dépassements des valeurs limites d'émissions (quelques dépassements en CO au mois de janvier sur une chaudière). L'exploitant s'appuie sur des prestataires pour la calibration des appareils de mesures et l'intégration des corrections à apporter aux valeurs brutes mesurées. Il doit cependant être en mesure de comprendre et pouvoir vérifier les étapes de correction des données brutes mesurées lui permettant de justifier de la conformité de ses émissions.

En ce qui concerne les ESP, la plaque d'identification du réservoir 200N16272 était absente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a présenté la dernière inspection périodique en date du 20/10/2020 réalisée par le bureau APAVE. Il y est noté que l'inspection périodique précédente date du 02/08/2018.

Le retard de deux mois et demi entre les deux inspections est expliqué par le contexte de la COVID et l'indisponibilité des bureaux de contrôle durant cette période. L'inspection réalisée par APAVE conclut que l'équipement peut être maintenu en service (résultat satisfaisant).

L'exploitant devra veiller, hors contexte très particulier de la crise sanitaire COVID, à respecter la périodicité des inspections périodique de l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté le bon état visuel et l'accessibilité de l'équipement mais la plaque d'identification n'était pas présente (ou non visible).

L'exploitant justifiera sous deux mois ce point et/ou procédera à l'identification de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du

mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection ainsi que le jour même le registre des produits dangereux présents sur le site. Deux produits ont été sélectionnés pour vérification : - Cetamine G900 ; « fabricant » : KURITA, « quantité maximale stocké » ; 3000L, « date de version de la FDS » : 17/02/2022 ; - Orchidex AFFF 6% ECO ; « fabricant » : ORCHIDEE, « quantité maximale stocké » ; 2000L, « date de version de la FDS » : 27/07/2017. L'exploitant avait bien en sa possession les deux fiches de données de sécurité (FDS) pour ces deux produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS des deux produits vérifiés étaient bien en Français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques;

13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les deux FDS étaient datées, 27/07/2017 pour Orchidex AFFF 6% ECO et 17/02/2022 pour Cetamine G900. Sur les deux documents, les 16 rubriques mentionnées ci-dessus étaient bien présentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Pour les deux produits vérifiés les conditions de stockage mentionnées sur les FDS étaient respectés : - Pour Cetamine G900, le fabricant fournit sa propre cuve de rétention. - Pour Orchidex AFFF 6% ECO qui est un émulseur, le stockage se fait en extérieur couvert et sur bacs de rétention pour faciliter l'accès aux pompiers. A noter que l'exploitant a mis en place depuis début 2022, un système d'identification des produits principalement utilisés par QR code. En scannant ce QR Code, l'opérateur a accès à la fiche de sécurité du produit. L'ensemble des FDS présentes dans l'application sont vérifiées tous les 6 mois par le responsable HSE régional.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : tableau de nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique 2910
Prescription contrôlée : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (Chaufferie d'une puissance thermique nominale de 73,8 MW) : Chaufferie, fonctionnant au gaz naturel et en secours au fioul domestique (FOD), constituée de : - chaudière n°1 mixte gaz / FOD de 11,4 MW - chaudière n°2 gaz de 14,4 MW - chaudière n°3 mixte gaz / FOD de 22,7 MW - chaudière n°4 au gaz de 14,5 MW- moteur de cogénération au gaz naturel de 10,8 MW Soit une puissance thermique nominale de l'installation de 73,8 MW.

Constats :

L'installation assure l'alimentation du réseau de chaleur de l'hôpital et des réseaux de chauffage urbains dits "réseau Nord" et "réseau Sud". L'incinérateur de Nîmes est également sur ce réseau et priorité est donnée à la chaleur provenant de l'incinérateur.

Les appareils de combustion du site Nimergie étant en appoint et/ou en secours de la chaleur fournie par l'incinérateur.

L'installation se compose d'un moteur de cogénération qui a démarré depuis le 1er novembre (fonctionnement habituel du 1er novembre au 31 mars) et de quatre chaudières.

Seules les chaudières 1, 2 et 4 ont fonctionné en 2023 et seules les chaudières 1 et 4 sont actuellement opérationnelles. La chaudière 3 est consignée et ne fonctionne plus depuis 2021, son redémarrage est prévu début 2024.

La chaudière 2 présente des fuites en fonctionnement, elle est actuellement à l'arrêt.

A noter également la présence d'un petit groupe électrogène de puissance 450kw.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi des combustibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/01/2020, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation du FOD

Prescription contrôlée :

Modification de l'article 4.5 de l'AP n° 17-050N du 27 mars 2017 relatif à la limitation des rejets atmosphériques.

L'article 4.5 est ainsi remplacé :

Les chaudières fonctionnent au gaz naturel. Le fioul domestique (FOD) n'est utilisé qu'en écrêtage des consommations de gaz naturel, par grand froid ou en secours, soit un fonctionnement inférieur à 240 heures par an.

Constats :

Les chaudières 1 et 3 peuvent fonctionner au gaz et au fioul domestique.

Le site suit les heures de fonctionnement des brûleurs avec chaque combustible et possède également une jauge des volumes de FOD consommés et des compteurs d'énergies produites.

Pour 2023 l'utilisation de FOD s'est limitée à 7h00 le 14 août 2023 sur la chaudière 1 pour des essais de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesses d'éjection

Prescription contrôlée :

Les gaz de combustion des 4 chaudières sont évacués à l'atmosphère par une cheminée comprenant 4 conduits et présentant les caractéristiques ci-après :

Chaudière au gaz / F.O.D de 11,4MW 8 m/s 2

Chaudière au gaz de 14,4 MW Combustion 8 m/s 3

Chaudière au gaz / F.O.D de 22,7 MW 8 m/s

Chaudière au gaz de 14,5 MW Combustion 8 m/s

Les gaz de combustion du moteur thermique de cogénération sont évacués à l'atmosphère par une cheminée indépendante comprenant 1 conduit et présentant les caractéristiques ci-après : 8 m/s

Constats :

Le rapport de contrôle DEKRA en date du 23/02/2023 indique comme vitesse d'éjection :

pour la chaudière 1 : 5,6 m/s à 60 % de charge

pour la chaudière 2 : 3,4 m/s à 70 % de charge

pour la chaudière 4 : 8,3 m/s à 80 % de charge.

pour le moteur : 19,2 m/s à 100 % de charge.

La vitesse minimale d'éjection n'est pas respectée pour les chaudières 1 et 2 mais celles-ci ne fonctionnaient pas à charge nominale maximale lors des contrôles. Elles sont respectées pour la chaudière 4 et le moteur.

A noter que l'arrêté du 8 décembre 2022 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de combustion est venu préciser que les vitesses minimales d'éjection sont à respecter « en marche continue maximale ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE Chaudières

Prescription contrôlée :

Article 4.5.2.1. Chaudières n°s 1 à 3

et 4.5.2.2 Chaudière 4 :

Cf tableaux de VLE

Constats :

Le contrôle DEKRA en date du 23/02/2023 indique les valeurs suivantes en polluants :

Pour les chaudières : Taux O₂ : 3 %

Chaudière 1 : NO_x : 81,1mg/Nm³ , CO : 2,4mg/Nm³, Poussières : 0,18mg/Nm³ et SO₂ : 2mg/Nm³,
somme métaux : 0,13mg/Nm³

Chaudière 2 : NO_x : 82,8mg/Nm³ , CO : 93,3mg/Nm³, Poussières : 0,68mg/Nm³ et SO₂ :
2,6mg/Nm³, somme métaux : 0,586mg/Nm³

Chaudière 4 : NO_x : 72,6mg/Nm³ , CO : 1,9mg/Nm³, Poussières : 0,51mg/Nm³ et SO₂ : 1,8mg/Nm³.
somme métaux : 0,064mg/Nm³

Ces valeurs sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral du site.
Les valeurs des autres polluants mesurées et non reportées ci-dessus étaient également conformes.

La valeur en CO de la chaudière 2 est beaucoup plus élevée que pour les autres chaudières. A
noter que cette chaudière date de 1977.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.5.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE Moteur

Prescription contrôlée :

Article 4.5.2.3. - Moteur de cogénération

Polluants Gaz Naturel Oxydes de soufre (en équivalent SO₂) 10 mg/N.m³

Oxydes d'azote (en équivalent NO₂) 95 mg/N.m³

Poussières 10 mg/N.m³

Monoxyde de carbone (exprimé en CO) 100 mg/N.m³

<p>Hydrocarbures aromatiques polycycliques 0,1 mg/N.m3</p> <p>Formaldéhyde 15 mg/N.m3</p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés 0,05 mg/N.m3 par métal</p> <p>0,1 mg/N.m3 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés</p> <p>1 mg/N.m3 exprimée en (As+ Se+Te) Plomb (Pb) et ses composés</p> <p>1 mg/N.m3 exprimée en Pb</p> <p>Métaux et composés de métaux somme de:Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn 20 mg/N.m3</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle DEKRA en date du 23/02/2023 indique les valeurs suivantes en polluants :</p> <p>Taux O2 : 5 %</p> <p>Moteur : Nox : 87,1mg/Nm3 , CO : 19mg/Nm3, Formaldéhyde : 8,2mg/Nm3</p> <p>Ces valeurs sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Les valeurs des autres polluants mesurées et non reportées ci-dessus sont également conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants, visés aux articles 4.5.2.1, 4.5.2.2 et 4.5.2.3.</p> <p>Ce programme comprend notamment les dispositions prévues dans le tableau ci-après :</p> <p>Chaudières fonctionnement au gaz : Polluants NO2 CO, O2 Type de mesure : en continu</p> <p>Moteur de cogénération :</p> <p>La concentration en oxydes d'azote (en équivalent NOx) est mesurée tous les trimestres, par un organisme agréé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010.</p> <p>La concentration en monoxyde de carbone (CO) est mesurée une fois par an, par un organisme agréé,</p> <p>Pour ces 2 paramètres, la périodicité de surveillance peut être revue (suivant les dispositions de l'AM du 26/08/2013) en cas de mise en place d'une surveillance continue.</p> <p>Dans le cas de mise en place de traitement DeNOx, la concentration en ammoniac (NH3) est mesurée tous les semestres, par un organisme agréé.</p> <p>La concentration en oxygène est mesurée en continu. À défaut une surveillance permanente d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site mesure en continu les paramètres suivants : CO, O2, NOX via deux baies d'analyses : une sur les chaudières (avec bascule périodique sur chaque chaudière) et une sur la cogénération.</p> <p>Le débit du moteur de cogénération est également mesuré, il est calculé pour les chaudières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 4.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités des contrôles en continu.

Prescription contrôlée :

Article 4.7.4. - Modalités des contrôles en continu. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 1418 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et de vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure en continu sont contrôlés au moins une fois par an au moyen de mesures en parallèle, effectuées par un organisme tiers compétent, selon les méthodes de référence définies par les normes en vigueur rappelées ci-avant. L'exploitant fait procéder à l'évaluation du niveau d'incertitude des mesures réalisées en continu, à partir des caractéristiques métrologiques des appareils, de leur ligne d'échantillonnage et des conditions d'environnement du site où ils sont installés. Cette évaluation devra permettre de s'assurer que les systèmes de mesures tels qu'ils sont installés, sont capables de satisfaire aux exigences d'incertitude fixées ci-après. Cette évaluation sera effectuée en référence aux normes existantes et, le cas échéant à leur guide d'application. Le rapport de cette évaluation justifiant que les systèmes de mesures tels qu'ils sont installés, sont capables de satisfaire aux exigences d'incertitude est transmis à l'inspection des installations classées. D'ici au 6 novembre 2009 et ensuite au moins tous les cinq ans, l'exploitant fera procéder, à l'étalonnage des équipements de mesure en continu au moyen de mesures en parallèles réalisées conformément aux normes existantes et, le cas échéant à leur guide d'application, par un organisme compétent et accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe. L'exploitant doit mettre en place une procédure de contrôle périodique de la dérive et de la fidélité des systèmes de mesures en continu en référence aux normes existantes et, le cas échéant à leur guide d'application. L'installation correcte et le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doivent être soumis à un contrôle et à un essai annuel, par un organisme tiers compétent, en référence aux normes existantes et, le cas échéant à leur guide d'application. Les valeurs des intervalles de confiance, à 95 % d'un résultat mesuré, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - NOx : 20 % ; - CO : 10 % ;

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports QAL 2

- pour l'automate de la COGE : intervention en date du 27 au 29 novembre 2018 (l'exploitant a indiqué qu'un nouveau QAL2 est prévu au cours de la saison de chauffe 2022/2023).

- pour l'automate des chaudières : chaudière 1 et 3 : interventions en date du 27/01/21 et le 21/04/21 pour la chaudière 4. Le QAL2 de la chaudière 2 est à refaire après son redémarrage.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne intégration des courbes d'étalonnage des différents polluants dans les automates de mesure en continu.

Les rapports annuels AST ont également été consultés :

- AST "validé" Cogé en date de mars 2023, le rapport n'indique pas la bonne fonction d'étalonnage pour le NOx et précise « fonction non utilisées par le client ». L'exploitant n'a pas su apporter d'explication à ces commentaires.

- AST "validés" réalisés du 23 au 25 janvier 2023 pour les chaudières 1, 2 et en août 2023 pour la 4. Le dernier QAL3 de l'automate de mesure du moteur a également été consulté : réalisé par ENVEA le 12/10/2023.

Rappel : l'exploitant est responsable de la bonne application des dispositions prévues par son

arrêté préfectoral et doit ainsi pouvoir vérifier les missions confiées à des prestataires.
Demande : l'exploitant justifie sous deux mois de la bonne intégration des courbes d'étalonnage QAL2 dans les automates de mesure en continu et apporte des explications aux commentaires du bureau de contrôle dans le rapport AST 2023 de la cogénération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 4.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs validées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.7.5. - Respect des valeurs limites d'émission.</p> <p>Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées ci-dessus sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées ci-dessus; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées ci-dessus ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées ci-dessus. <p>Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à 4.7.6 qui suit.</p> <p>Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'article 4.5.4 du présent arrêté.</p> <p>Article 4.7.6.- Détermination des valeurs horaires.</p> <p>Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 4.7.4</p> <p>Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.</p> <p>Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.</p> <p>Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions qui suivent.</p> <p>Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées ci-dessus sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>Constats :</p> <p>Les rapports de synthèse réalisés pour les trimestres T1, T2 et T3 ont été présentés.</p> <p>A noter quelques dépassements en CO en janvier 2023 pour la chaudière n°2 (pour des durées de fonctionnement très réduites : 83 heures).</p>

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser au cours de l'inspection comment il obtient les valeurs validées et notamment comment est retranché l'intervalle de confiance, la mise en œuvre de ces modalités de calcul est sous-traitée au prestataire en charge de la programmation et de l'entretien du système d'exploitation des mesures en continu.

Demande : l'exploitant précise sous deux mois (détail et justification des calculs) comment il obtient les valeurs validées (et notamment comment il prend en compte les intervalles de confiance) pour vérifier la conformité de ses émissions par rapport aux VLE fixée par l'arrêté préfectoral pour les polluants (CO2 et NOx) mesurés en continu.

L'exploitant a indiqué avoir eu une panne de la baie d'analyse du moteur de cogénération en janvier 2023 pendant 14 jours.

L'article 4.7.6 sus-visé précise que la durée d'indisponibilité des appareils de mesure en continu ne doit pas dépasser 10 jours. À noter que l'exploitant est en capacité de réaliser des mesures d'émission de CO et de NOx avec des analyseurs portatifs, mesures qui auraient pu être mises en place de façon régulière pendant l'indisponibilité de la baie d'analyse.

Demande : sous 2 mois :

- l'exploitant apportera des précisions sur la panne rencontrée par l'automate de mesure, justifiera la durée de l'indisponibilité et indiquera les dispositions prises pour éviter sa reproduction ;
- mettra en place un suivi de l'indisponibilité des équipements de mesure en continu et proposera si possible des mesures compensatoires de surveillance pouvant être mises en œuvre en cas de panne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Efficacité énergétique.

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).

Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il est certifié ISO 50001. Il réalise tous les mois un bilan énergétique de l'installation sur la base des relevés et tous les compteurs (combustibles, chaleurs...).

Les deux derniers rapports du contrôle énergétique des chaudières du site ont été présentés pendant l'inspection : interventions de Bureau Veritas le 03/04/2019 et de Dekra en mars et avril 2022. Les rapports concluent à la conformité des quatre chaudières en 2019 et des trois chaudières (chaudière 3 à l'arrêt) en 2022. Les rapports présentent notamment le calcul des rendements, qui sont supérieurs au rendement minimum réglementaire et la mesure des pourcentages et concentrations en CO qui sont faibles (exceptés pour la chaudière 2).

A noter un non respect de la périodicité de 2 ans pour la réalisation de ce contrôle, qui aurait dû être fait en 2021 (période COVID). Le prochain contrôle est à réaliser en 2024.

L'article sus-visé prévoit également que l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique. Ce bilan n'a pour l'instant pas été réalisé par l'exploitant, il sera à réaliser et à transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

